

FORET COMMUNALE DES ARCS SUR ARGENS

CONCESSION POUR DEPOT DE RUCHES

Entre les soussignés,

La commune des Arcs sur Argens , représentée par son Maire, Madame Nathalie GONZALES , agissant en cette qualité, suivant délibération du_____.

assistée de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS, représenté par Monsieur Gildas REYTER, Responsable du Service Forêt de l'Agence territoriale Alpes-Maritimes Var, dont les bureaux pour le Var sont situés au 101 Chemin San Peyre 83220 LE PRADET, ci après dénommé dans le texte la commune

d'une part,

Et

Nom Prénom

Adresse :

Siret:

Tel. :

n° apiculteur (N.A.P.I) obligatoire

ci après dénommé dans le texte le concessionnaire

d'autre part,

Le concessionnaire doit effectuer chaque année la déclaration obligatoire de ruches entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre auprès des autorités administratives compétentes.

ARTICLE 1 – OBJET

Le concessionnaire est autorisé à implanter des ruchers en forêt communale des Arcs sur Argens

| Parcelle forestière | Parcelle cadastrale | Lieu-dit |
|---------------------|---------------------|----------|
| | | |

sous le contrôle du technicien forestier territorial de l'ONF suivant :

Madame LORENTZ MAEVA

Tél 06 19 14 98 53

maeva.lorentz@onf.fr

ARTICLE 2 – TYPE ET NOMBRE D'EMPLACEMENTS

x rucher de x ruches

L'accès se fera par :

ARTICLE 3 – DUREE

La présente concession est établie pour trois années successives aux périodes suivantes :

du 01/06/2025 au 31/05/2026

du 01/06/2026 au 31/05/2027

du 01/06/2027 au 31/05/2028

Elle pourra être résiliée par le concessionnaire sur simple demande parvenue avant le 31 décembre de chaque année au technicien forestier territorial ONF.

Elle pourra être résiliée par la commune pour non application des clauses techniques définies à l'article 6 ou pour tout autre motif de gestion forestière ou environnementale.

ARTICLE 4 – REDEVANCE

La redevance annuelle, non assujettie à la TVA, est fixée à **X €** (2 € par ruche). Elle sera versée à la commune sur la base d'un titre de recette.

Toutefois, en cas d'incendie de la ou des parcelles concédées recouvrant une surface supérieure à 50 % de l'ensemble des surfaces concédées, le concessionnaire sera, à titre dérogatoire, dispensé du paiement de la redevance annuelle ; en revanche, l'incendie des surfaces inférieur à ce pourcentage ne donnera pas droit à une réduction de la redevance définie ci-dessous.

ARTICLE 5 – INTERRUPTION/RESILIATION

La résiliation demandée en cours d'année ne donne droit à aucun remboursement.

Toute redevance non réglée libèrera la commune des engagements ci-dessus. L'emplacement réservé pourra alors être cédé à toute autre personne.

En cas de force majeure ou de travaux urgents et imprévisibles, la commune pourra exiger à tout moment de déplacer les ruches suivant les coutumes de transhumance. Dans ce cas, elle désignera un nouvel emplacement en accord avec l'apiculteur, ou, à défaut, proposera une indemnité pour le préjudice subi, sans que cette indemnité puisse excéder la valeur de la redevance annuelle.

ARTICLE 6 – CLAUSES TECHNIQUES

Envoyé en préfecture le 08/04/2025

Reçu en préfecture le 08/04/2025

Publié le 08/04/2025

ID : 083-218300044-20250403-250229-DE



En complément des dispositions réglementaires des arrêtés préfectoraux, les dispositions suivantes devront être suivies par le concessionnaire.

- Le NAPI doit être affiché au rucher sur au moins 10 % des ruches ou sur un panneau placé à proximité. Les chiffres doivent avoir une taille minimale de 8 cm de hauteur et 5 cm de largeur. Cependant si toutes les ruches sont identifiées, la hauteur des caractères peut être limitée à 3 cm (arrêté du 11 août 1980).
- Les emplacements des ruches, désignés par le service forestier local, seront débroussaillés par le concessionnaire avant l'installation des ruches sur la totalité de la surface occupée :
 - sur 2 mètres de largeur à l'arrière du rucher,
 - sur 5 mètres de largeur sur les côtés et le devant.
- Les rémanents seront mis en tas sur un emplacement fixé par l'agent forestier désigné à l'article 1er.
- les ruches devront être éloignées de 25 mètres au minimum des chemins et sentiers.
- Sur chaque emplacement occupé par les ruches, le concessionnaire devra indiquer sur des panneaux bien visibles et solidement fixés, les caractéristiques données ci-dessous :
 - n° d'immatriculation de l'exploitant attribué par la Direction Départementale des Services Sanitaires : les lettres et chiffres devront avoir au minimum une hauteur de 8 cm lisibles à 20 mètres sur un support « propre »,
 - présignalisation du rucher à l'entrée du chemin d'accès de l'emplacement du type « *Attention ruches* »,
 - après tout enlèvement des ruches, l'emplacement devra être débarrassé de tout support (palettes,...), des panneaux et autres (possibilité de stockage sur place du matériel suivant les directives de l'Agent Forestier). En aucun cas, les ruches ne devront être posées sur des pneus.
- La circulation est autorisée sur les chemins interdits à la circulation cités à l'article 2, sauf lors de la fermeture des massifs forestiers par les services de la DDTM (adresse du site internet <http://www.var.gouv.fr/acces-aux-massifs-forestiers-du-var-a2898.html>).
- La vitesse maximale des véhicules est limitée à 30 km/heure sur les voies forestières. L'accès depuis les routes forestières aux emplacements des ruches sera utilisé sous l'entière responsabilité du concessionnaire.
- Le concessionnaire demeure responsable de tous les dommages causés à la forêt et aux chemins par le fait de l'installation et de l'exploitation de sa concession sans préjudice de l'application du Code Forestier, en cas d'infraction commise par lui ou ses ouvriers. Il s'engage, pour la récolte du miel ou de la cire, à ne faire aucun usage de produit fumigène à base de feu sous aucun prétexte, le dépôt de cire sur le terrain est formellement interdit ; seul l'emploi de l'enfumeur métallique « type américain » est toléré.
- A l'expiration de la présente concession, le concessionnaire sera tenu de procéder, sur les indications du service forestier local, à une remise en état des lieux, ainsi que les chemins qu'il aurait dégradés par le fait de passages successifs. Faute par lui de satisfaire à cette opération, il y sera procédé à ses frais.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

L'exploitation s'entend suivant les règles habituelles de la transhumance et de l'apiculture.

L'application de la réglementation spécifique (articles du Code Rural et dispositions des arrêtés préfectoraux) est laissée à la seule responsabilité de l'apiculteur.

La responsabilité de la commune et de l'Office National des Forêts ne saurait être engagée pour quelque cause que ce soit pour les dommages subis par les ruches, ou pour les dommages que pourraient occasionner les abeilles ou le concessionnaire aux tiers.

PJ : carte de situation

Fait aux Arcs sur Argens, le _____ (date renseignée par la commune)

Le Concessionnaire,

(Signature précédée de la mention "LU ET APPROUVE")

Le Maire,

Visa ONF

Le Responsable du service forêt